

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE - N° 235
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 15 au 28 janv. 1977

Une économie plus concentrée, plus despotique, plus policière

Il y a eu une époque dorée au cours de laquelle l'Etat bourgeois n'avait pas d'autre fonction que de veiller sur l'application « normale » de la loi suprême du marché. D'un côté, la demande, de l'autre, l'offre. L'Etat n'intervenait que quand les deux opposants commençaient à avoir recours aux coups bas. Et ceci non seulement dans

le domaine des marchandises, mais aussi dans celui de la force de travail, qui est d'ailleurs une marchandise comme les autres, bien qu'elle possède la caractéristique particulière d'engendrer une valeur supérieure au prix auquel elle est payée.

Ce temps-là est fini. Ce sont surtout les luttes ouvrières qui lui ont donné le coup (bas) final. La marchandise-travail humaine a mis certaines conditions et a asséné une première secousse à cet échafaudage hypocrite : l'Etat a dû admettre que sa fonction est d'administrer les affaires de la classe dominante, du capitalisme. D'autres facteurs non moins importants ont contribué à modifier la situation initiale (qui était d'ailleurs plus théorique que réelle), le premier d'entre eux étant le capitalisme monopoliste et son enfant légitime, l'impérialisme. Le poids de certaines branches industrielles ou de certains secteurs, comme le secteur financier, devait porter un autre coup mortel à la vieille fiction. L'Etat devenait de plus en plus dépendant du capitalisme monopoliste.

Une des déviations du mouvement ouvrier fut de ne pas tirer de cette confirmation du marxisme la leçon qui s'imposait, à savoir l'opposition de classe contre l'Etat du capital, mais au contraire (et pour des raisons objectives, liées au poids de la classe dominante, mais aussi au fait que le capitalisme accordait certaines miettes) d'accepter au fond le terrain de l'Etat comme quelque chose de neutre, auquel on demande la justice dans la répartition, le soutien du développement de l'économie, le remplacement enfin du capitaliste privé par le « service public ».

Sur ce terrain, en dépit de points de départ différents, il y a eu une conver-

gence claire entre l'économie politique réformiste et l'économie politique bourgeoise, ouvertement réformatrice, d'un Keynes par exemple. La science politique devient, après la première guerre impérialiste, l'art de faire tenir debout le système en faisant face à l'anarchie « naturelle » du capitalisme au moyen des leviers financiers centraux dont dispose l'Etat et d'obtenir ainsi le grand idéal évanoui de l'époque capitaliste antérieure, c'est-à-dire l'équilibre entre les diverses composantes économiques.

A un certain moment, on crut que le problème était résolu, au moins dans ses grandes lignes. Contre la doctrine marxiste (mais il n'y avait plus de marxistes, et les révisionnistes ne furent pas choqués, eux qui sont en évolution constante), on établit d'un commun accord que la crise n'est pas inévitable dans le système actuel qualifié de néo-capitaliste — celui qu'a décrit Marx méritant tout juste l'étiquette de paléo-capitaliste.

Ce qui se passe actuellement, dans ces années de crise, est simplement la preuve que cela aussi était une illusion. On doit maintenant chercher d'autres voies pour résoudre la crise, qui est bel et bien arrivée et qui, pour les dogmatiques que nous sommes, était non seulement inévitable, mais annonce des crises encore plus profondes.

La chose la plus répugnante dans toute cette mise en scène est, comme nous l'avons déjà montré dans d'autres articles, que l'ouvrier devient, à cause de ses revendications excessives, le res-

DANS CE NUMERO :

- Révolution et contre-révolution en Russie (1)
- Les premiers pas du capitalisme chinois (2)
- Les bonzes syndicaux : pour ne pas être battus, ne pas engager le combat...
- Rocard à la rescousse
- Interdiction de l'OCA
- Misère à la brésilienne.

pensable de la perversion de ce système « naturel » que serait le capitalisme !

Le réformisme bourgeois éclairé et le réformisme ouvrier (archi-éclairé celui-là !) — c'est particulièrement net en Italie où l'opportunisme est poussé, étant donné les circonstances, à l'avant-garde en ce domaine — se reprochent d'avoir exagéré, d'avoir permis trop d'interventions anti-économiques qui ont eu pour résultat d'émousser ce principe fondamental qu'est la concurrence. L'intervention de l'Etat a faussé le mécanisme des prix, les victoires syndicales ont imposé des charges improductives, la sécurité sociale entraîne d'énormes gaspillages, etc., etc. Maintenant, nous dit-on, si nous voulons progresser il faut d'abord faire marche arrière. Alors, messieurs, que faire ? Faut-il revenir au libéralisme ?

(suite page 2)

Le vrai scandale c'est le capitalisme !

Les tempêtes que la crise provoque dans la mare des intérêts capitalistes font nécessairement venir à la surface, par brutales éruptions dont la gravité s'accroît, les boues pestilentielles que des temps plus calmes contenaient sous les ondes plus légères de la tolérance démocratique. Et que voit-on ? Tout simplement un peu de la sordide réalité de la vie des classes dominantes. Une petite partie sans doute, mais combien éloquentes !

Des députés arrosés et des hommes d'affaires faisant des trafics d'armes ou de devises impossibles sans des complaisances au plus haut niveau dans les ministères. Une troupe assoiffée pillant les finances de l'Etat. Ce dernier qui ne se contente pas d'organiser par mille canaux l'épuisement de la force de travail mais se lance aussi dans le pillage des économies du rentier, du petit capitaliste, etc. Des policiers protégés au point de monter en grade au moment où ils sont impliqués dans des hold-up, ou d'avouer l'organisation d'un crime sans se faire de souci. Plus généralement les scandales de Broglie, Dassault, ceux du pétrole et de l'immobilier — et les autres — révèlent l'interpénétration complète des affaires et de l'Etat, l'imbrication étroite du personnel politique et de la machine de l'Etat, la collusion et les liens réciproques entre les cliques politiques et la pègre. Ils viennent rappeler que l'intrigue, la corruption, l'escroquerie, le pillage, la spéculation sont la vie normale de la bourgeoisie, l'infection fétide qui rongé la société bourgeoise en putréfaction, au fur et à mesure qu'elle devient plus sénile et plus parasitaire.

La raison est que le capitalisme n'existe et ne peut exister qu'en étant divisé en d'innombrables capitaux, sans l'action et la réaction des uns sur les autres, bref, sans la concurrence. Or cette concurrence ne fait que grandir et ne peut, à l'heure des crises, que se transformer en guerre ouverte et généralisée entre tous. C'est ainsi que les révélations de la spéculation, de la corruption, de la fraude fiscale, tous ces bijoux de la civilisation bourgeoise qui

(suite page 2)

Réunions publiques

● A LILLE

Le samedi 22 janvier à 15 heures,
27, rue Adolphe

1926-1977 :
contre-révolution et
capitalisme en Russie

● A PARIS

Le vendredi 28 janvier à 20 h 30,
Salles Lancry, 10, rue de Lancry,
Paris-10^e. (Métro République).

Riposte de classe à
l'offensive capitaliste

Premiers pas du capitalisme chinois (2)

Les douleurs de l'enfantement de la Chine nouvelle

Avant 1949, l'armée regroupait les familles des paysans et formait des équipes de travail, qu'elle dotait d'outils et d'animaux qui étaient mis en commun. Après la défaite de Tchang Kai-chek, la formation sur une large échelle d'« équipes d'aide réciproque » a été la seule façon possible pour produire suffisamment de nourriture.

La production industrielle était tombée à des niveaux inférieurs à ceux de 1944 : l'industrie fut laissée momentanément de côté, et on donna la priorité à l'agriculture. La période de « réorganisation » a duré jusqu'en 1952, quand la production a atteint les niveaux de 1944. Cette année-là, 40 % des familles étaient organisées dans les unités « d'aide réciproque ».

En 1953 fut lancé le premier plan quinquennal, avec l'objectif plutôt volontariste de « jeter dans le plus bref délai possible les bases d'une structure industrielle intégrée ». Le plan donnait priorité aux investissements dans le secteur des biens de production, auquel était destiné plus de

50 % du budget, tandis que 6,2 % seulement était destiné à l'agriculture. Le résultat fut que les paysans consommaient la totalité du produit agricole : les villes se sont trouvées en proie à la faim, le soutien financier à l'industrie manquait à sa source, l'agriculture.

Les durs faits matériels ont obligé, en 1956-1957, à développer au maximum les groupes de coopération agricole qui se sont réunis, parfois spontanément, pour faire face aux problèmes de la canalisation et de l'endiguement des fleuves, ce qui a donné naissance en 1957 aux premiers embryons de communes.

En septembre 1958, 750 000 collectifs agricoles s'étaient organisés en 23 384 communes qui englobaient désormais 90 % des familles paysannes et qui sont devenues de véritables divisions administratives de l'Etat (aujourd'hui, leur nombre s'élève à 70 000, beaucoup d'entre elles ayant été remaniées).

En 1958 fut lancé le « grand bond en avant », selon le principe de « marcher sur

les deux jambes », c'est-à-dire de développer en même temps l'agriculture et l'industrie. L'illusion de lancer un plan d'industrialisation en partant d'une seule année de

(Suite page 4.)

programme communiste

REVUE THEORIQUE

Au sommaire du n° 72 :

- Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
- Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (II).
- Cours de l'impérialisme mondial.

104 pages - 10 F

Commandes aux Editions Programme

L'interdiction de l'OCA, organisation anti-impérialiste

C'est en continuité avec une longue tradition de répression des organisations anti-impérialistes africaines que le gouvernement français vient d'interdire l'OCA (Organisation des Communistes Africains) dont les positions s'apparentent à celles défendues par l'ex-OCR. D'après une déclaration des dirigeants de l'OCA du 6-1-77, il semble que le journal Révolution Afrique soit maintenant menacé.

Quand Giscard dit que la France est l'amie de l'Afrique, il faut évidemment entendre amie de ses richesses qu'elle pille grâce au travail des millions de paysans miséreux et des masses prolétariées des pays qu'elle tient sous son contrôle économique, cela va de soi, mais aussi sous son contrôle politique direct ou indirect. En revanche, les anti-impérialistes africains n'ont jamais eu droit, parce qu'il dénonçaient ces crimes, qu'à la mitraille et aux persécutions politiques, particulièrement en Algérie et au Cameroun où la lutte s'est transformée en guerre ouverte et généralisée.

En l'occurrence, le gouvernement pétri de réminiscences historiques, de princes d'empire et de maréchaux d'occasion, a été avare de cet esprit chevaleresque qu'il affiche : le décret a été pris pendant les fêtes de Noël, rendant difficile non seulement une mobilisation, mais même la relation du fait par la presse.

Il n'est pas inutile de faire remarquer de plus que la loi utilisée pour perpétrer le forfait mesquin est une loi datée du 1^{er} septembre 1939, donc une loi de temps de guerre qui — progrès de la démocratie (suite page 4)

Une économie plus concentrée, plus despotique, plus policière

(suite de la page 1)

On peut facilement montrer que c'est exactement le contraire qui se passe.

Le capitalisme ne sort pas de la crise actuelle plus libre, mais plus oppresseur, plus concentré, plus monopoliste, plus national (au double sens du terme : sur le plan de l'engagement économique direct et au niveau de l'opposition aux autres nations concurrentes, comme le montre par exemple la guerre commerciale entre le Japon et la CEE). Mais son exigence est qu'en sorte libre le prolétariat — libre et nu, comme l'a dit Marx, et donc sans autre choix pour lui que de se plier à la volonté du capital.

Le vrai désaccord entre l'Etat, les patrons et les prétendus «représentants ouvriers» porte sur la voie à suivre pour réduire le «coût du travail». En Italie, cela se fait ouvertement dans le cadre de la collaboration Etat-syndicats, comme dans les pays anglo-saxons ; en France, le PC et les syndicats «refusent l'austérité» mais laissent le PS proposer tranquillement ses plans d'austérité : c'est qu'en effet, il faut nécessairement parvenir à cette réduction du «coût du travail» (et on y arrivera : le seul problème est de savoir comment : si la classe ouvrière sait résister, elle pourra aussi créer les conditions objectives pour un autre système de production). Mais comme tout le monde a pour objectif de rétablir les stimulants de l'économie, de retrouver une meilleure productivité, sur la base des forces productives

actuelles, le résultat ne pourra être qu'un accroissement du poids des lois capitalistes sur le travail. Si ce poids était présent avant, il le sera encore plus après. Et pour les besoins de la cause, on nous raconte qu'on s'était trop éloigné des lois capitalistes. Mais ça, vous irez le faire croire à d'autres.

En réalité, le capitalisme des pays qui naguère aimaient se définir comme appartenant au monde libre croyait avoir trouvé le moyen de réaliser une expansion continue du marché. Il avait trouvé la formule magique selon laquelle l'intérêt du bourgeois coïncide avec l'intérêt du prolétaire en une constante et (naturellement) progressive croissance de la production, de la consommation, de l'emploi, à condition de tenir compte très précisément de certaines fonctions auxquelles l'Etat doit veiller, comme l'épargne, bref à condition qu'on administre avec discernement le capital dans son ensemble, de façon que les investissements soient toujours supérieurs d'un certain pourcentage à la consommation.

C'est cela qui a provoqué la crise et le chômage (ici on peut noter en passant que les propositions du réformisme ne sont rien d'autre que ce schéma appliqué par un Etat qui se superpose complètement aux différents capitalistes individuels). L'ouvrier qui, dans la masse des consommateurs, n'était même plus libre de consommer tout son salaire mais était amené selon les formules savantes du «bien-être» à confier à l'épargne un certain pourcentage de son salaire, à acheter sa voiture, etc., etc., se trouve

maintenant en face du revers de la médaille. En Italie, Andreotti lui dit : «Si tu ne consommes pas, je serai obligé de t'enlever tout ça» (suit le catalogue de toutes les merveilles accordées qui, entretemps, ne sont plus restées de minuscules avantages mais sont devenues des nécessités générales). Et quand Barre menace de punir les patrons qui céderaient des augmentations de salaire au-delà de la limite fixée par le gouvernement, dans le but de permettre à ces derniers de dégager les sommes nécessaires à l'investissement en même temps que de permettre une meilleure compétitivité sur le plan international, il ne fait comme son collègue transalpin qu'appliquer la loi du nouveau capitalisme moderne, du capitalisme du bien-être, qui fonctionne d'autant plus qu'il y a la misère. Il ne fait que rendre de moins en moins libéral son cher système capitaliste qui a fait un fétiche de la liberté de la personne ; il ne fait que rendre l'ouvrier doublement esclave, dans l'usine et dehors, dans la production et dans la consommation, dans le chômage et la sous-consommation.

Tout ceci ne fait que confirmer notre diagnostic sur l'évolution, tracée par les lois de granit du déterminisme, du système capitaliste : un système toujours plus oppresseur et centralisateur, même si l'accumulation de marchandises s'accompagne de boniments sur la liberté, jusqu'à ce qu'il soit détruit de fond en comble par la révolution d'un prolétariat qui l'aura reconnu pour son ennemi séculaire, — toujours le même.

Rocard à la rescousse

L'économie française va mal. Moins sans doute que l'économie anglaise ou italienne, mais elle va mal. Et la gauche s'inquiète parce que, loyale gérante du capital, elle trouve que la situation à laquelle elle devra faire face à l'issue d'une éventuelle «victoire» aux législatives est catastrophique. Dans un récent article du *Nouvel Observateur* (2 janvier 1977), Rocard fait le bilan. Écoutons-le : «Loin de se ralentir, l'inflation menace toujours et tend à s'accroître. Le chômage a repris son ascension. Le déficit extérieur s'est brutalement aggravé (...). Le franc plonge sur les marchés extérieurs. Le budget de l'Etat fait eau de toute part : en francs courants le déficit approche le quadruple de ce qu'il était en 1968 (...). La crise financière des collectivités locales et de la Sécurité sociale sont toutes deux très profondes. Plus grave encore, la production industrielle a recommencé à baisser. L'investissement est en déroute, d'innombrables patrons rapatrient sur leur fortune personnelle les capitaux de leur société. La fuite des capitaux privés se complète par l'étouffement des entreprises et la France est aujourd'hui endettée à l'extérieur pour plus qu'elle n'a de réserves de change». Et Rocard conclut, avec ce qu'il faut de dramatisation, qu'il s'agit là d'un «véritable bilan de désastre».

On aura cependant remarqué que dans tout cela il n'est évidemment pas question de la situation des ouvriers ni même des travailleurs en général. C'est que la gauche a d'autres soucis : «Si la situation s'est très lourdement aggravée depuis deux ou trois mois et se dégrade aujourd'hui à une allure impressionnante, c'est d'abord parce que les détenteurs de capitaux ont perdu confiance dans la gestion gouvernementale et les placent de plus en plus à l'étranger ou dans le foncier». Voilà pour le diagnostic.

On aurait tort de croire cependant que la situation est désespérée. Il y a des atouts qui existent dès à présent et que la gauche saura mieux exploiter que les dirigeants actuels : c'est l'ardeur au travail, la patience, le sens des responsabilités du bon peuple de France :

«Le peuple de France accepte aujourd'hui ce qu'il faut de règles communes pour entreprendre — dans le respect de ces règles — l'amélioration de ses conditions quotidiennes d'existence. Plus que cela : la France est un pays de paix civile relativement exceptionnelle [merci, M. Poniowski]. Nombre de pays sont touchés dans leur vie publique par la violence créée par la délinquance, la montée de la drogue et par bien d'autres signes d'une désagrégation sociale croissante. La France est, à cet égard, un des pays les moins affectés du monde occidental et c'est encore un signe de sa santé». Mais ça, ce sont les bases générales — saines — qui permettent de redresser la vapeur. Il y a aussi les ressources particulières.

«Mieux encore : des études ont mis en statistique comparée sur une base internationale le nombre de journées annuelles de travail perdues pour fait de grève pendant la période de 1970 à 1974. Si cette statistique montre que les conflits du travail sont chez nous plus nombreux et plus graves qu'en Suède ou en Allemagne [ah, le modèle allemand !], ou même qu'aux Pays-Bas, ils sont sensiblement de même importance qu'au Japon, mais surtout moins importants qu'en Belgique, au Danemark, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, au Canada ou en Italie. Cela signifie que, malgré l'injustice flagrante de la répartition des revenus, les travailleurs de France sont [grâce à des partisans de la collaboration de classe comme vous, M. Rocard] de plus en plus attachés à des procédures négociées de solution des conflits». Et voici enfin l'arme qui, maniée par la gauche et, pourquoi pas, renforcée au besoin, doit redonner confiance aux détenteurs de capitaux moroses :

«La France reste, en outre, le pays du monde (ou peut-être le deuxième après le Japon) où la durée hebdomadaire du travail est la plus longue. Certes [et c'est toujours le secrétaire national du PS qui parle], ce n'est pas là un record socialement enviable et que la gauche ait à défendre [ben voyons]. Mais, dans la situation actuelle, c'est un élément de résistance qu'il ne faut pas sous-estimer».

Si la gauche ne remporte pas les élections de 1978 ce sera bien la preuve que la droite française est la plus «bête» du monde.

La philosophie des bonzes syndicaux :

Pour ne pas être battus, ne pas engager le combat...

Les conflits-tests des derniers mois : Parisien Libéré, Chantiers de l'Atlantique, Caisse d'Épargne, ont tous connu le même épilogue : la capitulation sur toute la ligne des directions syndicales. Ces conflits sont hautement significatifs car, dans les trois cas, les travailleurs ont pris au mot l'opportunisme qui parle de «lutte» contre le plan Barre ; et, dans tous, à l'intransigeance patronale, les directions syndicales ont opposé le même refus de doter les travailleurs de véritables armes de lutte.

La grève de la Caisse d'Épargne de Paris aura duré trois mois, jour pour jour : le conflit a démarré devant la suppression, avec des arguties juridiques peu intéressantes, d'une prime de fin d'année. L'Intersyndicale (CFDT minoritaire et SUACCE, majoritaire, syndicat unifié à tendance «communiste») a eu la direction de la lutte en main. Elle a profité de l'inexpérience des travailleurs pour faire passer dans un arrêt de travail de trois mois les mêmes méthodes que dans ses journées d'action-bidon ; la grève a été conçue comme un simple mouvement de protestation, sans chercher à étendre le mouvement, sans exercer de pression sur ceux qui continuaient de travailler, sans piquet de grève, en contenant les réactions dans des manifestations bon enfant, en semant l'illusion qu'il suffisait de durer sans se donner la force de gagner, en ligotant les travailleurs avec un formalisme paralysant : c'est ainsi que le 5 janvier, l'Intersyndicale a pu s'appuyer sur le fait que le quorum de grévistes (qu'elle avait «démocratiquement» fait adopter à l'avance) n'était pas atteint pour faire reprendre le travail. Et ce, sans avoir absolument rien obtenu, ni s'être donné les moyens pour rien obtenir.

Tout s'est passé comme si les bonzes s'étaient juré, comme dans la grève des postes de 74, de démontrer que la lutte ne paie pas. Effectivement, avec une direction opportuniste, les grèves, même de longue durée, seront nécessairement des échecs. Et *L'Humanité* du 6 a osé titrer «Aujourd'hui «rentrée battante» à la Caisse d'Épargne de Paris», où l'on a promis pour donner le change... une journée d'action le 26 janvier.

La presse bourgeoise ne s'y est pas trompée. Elle y a vu un succès de la fermeté gouvernementale et de l'intransigeance patronale : Maire a dû pour sa part reconnaître l'échec en l'expliquant par la «situation de défensive» ! Comme si dans une telle situation toutes les luttes défensives ne devaient pas précisément être des luttes où l'on doit préparer les conditions d'une future offensive victorieuse.

Comme le disent *Les Echos* du 3 janvier, «Il est probable que les grèves dans la fonction publique et les industries nationalisées seront de courte durée en raison également de la proximité des élections municipales. Limiter les risques, c'est-à-dire éviter la défaite : tel sera le principe majeur sur lequel se retrouveront sans doute l'ensemble des syndicats». Le principe pourrait être mieux énoncé en ces termes : «pour ne pas être battu, ne pas engager le combat».

Nos bourgeois connaissent assurément leurs larbins. Mais, poursuivent *Les Echos*, «un autre risque subsiste — pour le moment, il est vrai, très limité — celui du débordement venu d'impulsions de la base». C'est le risque en effet et nous souhaitons qu'il devienne une menace sérieuse.

Lisez et diffusez la presse du Parti !

Aidez à son développement, souscrivez !

Le vrai scandale

(suite de la page 1)

sont en temps normal érigés en système doté de tout un code protocolaire dans les limites duquel il suffit de se tenir pour être parfaitement à l'abri de toute accusation, deviennent, en période de crise, des armes de la concurrence et donc, des moyens tout à fait normaux, auxquels viennent s'ajouter les coups fourrés et le meurtre, pour se débarrasser du concurrent, l'Etat et tout le monde officiel intervenant pour contenir les jets de boue malodorante que ces révélations font jaillir sur toutes les institutions, sur toutes les cliques capitalistes et politiciennes, sur tout le monde officiel.

Devant ce spectacle, les bonnes âmes de la pudeur — et de l'hypocrisie — démocratique accourent pour recouvrir d'un voile la nudité obscène d'une société mise à nu et condamnée. Et naturellement les champions de la tartufferie sont aujourd'hui les partis «ouvriers». Ils réclament un «Etat propre», soustrait aux «influences malfaisantes des trusts», comme s'il y avait une autre solution que de détruire le premier pour soumettre les seconds avant de les dépasser. Ils réclament une «politique honnête», qui se refuse à utiliser les méthodes «moralement condamnables» comme la corruption et l'appui sur la pègre. Ils portent aux nues la démocratie comme si cette dernière n'était pas précisément le système de gouvernement qui, en institutionnalisant la concurrence entre les partis, ne reflète pas le mieux, sur son terrain, la concurrence entre les capitaux, et le système qui doit donc faire de la corruption et de la pègre elles aussi de véritables institutions. On doit d'ailleurs dire que le fascisme qui prétendait démagogiquement les liquider ne pouvait le faire pour la seule raison qu'il ne touchait pas à la contradiction des intérêts capitalistes et devait réintroduire par conséquent les mœurs parlementaires à l'intérieur du parti unique lui-même !

C'est ainsi que le Parti Communiste Français se fait maintenant non plus le parti du communisme — dont il ne parle plus, fort heureusement — mais «le parti de l'honnêteté et de la propreté» !

Il y a plus de quatre-vingts ans, le vieil Engels confiait à Lafargue, aux nouvelles du scandale qui éclaboussait la moitié de la Chambre française : «Ah, le Panama ! Je puis te dire que cela me rajeunit de quarante-cinq ans et me fait revivre l'année 47» — c'est-à-dire la veille de la révolution — et il ajoutait : «A mon avis, c'est le commencement de la fin». La société bourgeoise s'est révélée formidablement coriace. Mais la vérité qui reste est que la révélation de la merde bourgeoise est pour les communistes une raison non de réforme mais de propagande et de préparation révolutionnaires.

Révolution et contre-révolution en Russie (1)

Lors de la réunion publique tenue le 10 décembre à Paris, nous avons rappelé les grandes lignes de notre critique du « socialisme » russe, telle que la développaient nos textes classiques de parti (Dialogue avec Staline, Dialogue avec les morts, Bilan d'une révolution, Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, etc.). Le présent article ne cherche pas tant à être un compte rendu de la réunion publique qu'à rappeler à son tour ces grandes lignes, en attendant une réédition des textes plus complets.

Une révolution double

Au début du siècle, la situation en Russie était éminemment révolutionnaire. Mais, tous les marxistes étaient d'accord là-dessus, la révolution à l'ordre du jour en Russie était d'abord la révolution démocratique bourgeoise.

Les besoins mêmes de sa survie avaient contraint l'autocratie tsariste à tolérer et même à promouvoir un certain développement du capitalisme, au sein même du féodalisme d'Etat. Dans l'agriculture, les formes communautaires du *mir* avaient été minées par l'abolition du serfage et l'essor de la production pour le marché et, comme Lénine le montre en 1894, l'introduction de la propriété privée, du mercantilisme et de la différenciation de la paysannerie en classes étaient désormais irréversibles. Mais ce développement restait fragmentaire parce qu'entravé par le carcan du droit féodal, des anciennes formes de propriété et de responsabilité, du parasitisme des propriétaires fonciers, etc. La paysannerie russe avait besoin de faire sauter tous ces obstacles solidement maintenus en place par l'absolutisme.

Dans l'industrie, c'est l'Etat tsariste lui-même qui avait encouragé un certain développement, ne serait-ce que pour réaliser un minimum de production d'armement. Mais les implantations industrielles restaient limitées à quelques grands centres. La bourgeoisie profitait en un sens de l'oppression des ouvriers par l'Etat féodal, mais elle souffrait à son tour du manque de liberté de mouvement, de son manque d'autonomie et de contrôle sur le pouvoir et l'administration.

Bref, l'introduction du capitalisme avait déjà miné et décomposé les anciennes formes de production et structures sociales, mais le développement des nouvelles était bloqué par le tsarisme. Il en résultait une situation de crise sociale et politique permanente, au point que presque toutes les classes aspiraient au changement : même les grands-ducs sont révolutionnaires aujourd'hui, dira Lénine en 1905.

Si plusieurs classes étaient révolutionnaires, elles l'étaient toutefois à des degrés divers et avec des buts différents. C'est que dans cette situation de révolution bourgeoise, le prolétariat se présentait avec un poids et une autonomie qu'il n'avait pas eus en Angleterre au XVIII^e ou en France au XVIII^e siècle, ni même en Allemagne en 1848. Il n'est donc pas étonnant que la bourgeoisie russe se soit montrée encore plus timorée et veule que la bourgeoisie allemande. Elle aurait bien voulu être débarrassée de l'Etat tsariste, des propriétaires féodaux, de la bureaucratie parasitaire, etc., et disposer du pouvoir. Mais elle avait peur de ne pas pouvoir contrôler les masses rurales et surtout le prolétariat : elle reculait devant les risques d'une révolution entraînant les masses dans l'action, elle rêvait de « réformer » progressivement l'Etat féodal dans le sens bourgeois. Ce n'est que par l'effondrement du tsarisme dans la guerre qu'elle sera acculée à la révolution, et qu'elle tentera de la contrôler pour instaurer une république bourgeoise.

La couardise de la bourgeoisie, son refus d'assumer ses propres tâches révolutionnaires, la rendaient incapable de canaliser sous sa direction les masses petites-bourgeoises radicales, surtout paysannes, qui avaient besoin de se libérer des propriétaires fonciers et des exactions de la bureaucratie tsariste, qui aspiraient à la terre et à la liberté et qui, effectivement, étaient révolutionnaires, mais, contrairement aux illusions de leurs dirigeants politiques, ne l'étaient que par rapport aux structures et rapports pré-capitalistes.

Devant cette situation, le parti social-démocrate russe s'est scindé en trois tendances. Du fait que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme, que la révolution à l'ordre du jour devait encore y accomplir les tâches d'une révolution bourgeoise, les menchéviks tiraient la conclusion que la direction de cette révolution incombait à la bourgeoisie, que le prolétariat devait soutenir la lutte révolutionnaire de cette bour-

geoisie, l'aider à renverser le tsarisme et la pousser au pouvoir... et passer alors dans l'opposition. Jusque-là ils récusaient toute action politique autonome du prolétariat, sous prétexte qu'elle risquait de briser « l'unité » des révolutionnaires et de rejeter la bourgeoisie dans les bras du tsar.

Trotsky avait raison de leur opposer la faiblesse, la lâcheté et, finalement, l'impuissance de la bourgeoisie russe, et de revendiquer pour le prolétariat la direction même de la révolution démocratique bourgeoise. Notons cependant qu'il avait tort d'en tirer la conclusion que la bourgeoisie était désormais devenue irrémédiablement incapable de diriger toute révolution bourgeoise. D'ailleurs l'écrasement et la destruction du mouvement de classe indépendant du prolétariat ont disqualifié partout la candidature du prolétariat à la direction des révolutions démocratiques depuis cinquante ans, ce qui n'a pas empêché que les classes bourgeoises ou ses devancières les dirigent partout, même avec leurs faiblesses et leurs inconséquences. Poussant la position de Trotsky à l'absurde, certains de ses disciples ont été conduits à dénier toute réalité aux révolutions nationales-démocratiques du XX^e siècle, ou à leur attribuer d'office une nature prolétarienne. Il est difficile de dire laquelle de ces deux inepties a des conséquences politiques plus néfastes !

La seconde erreur de Trotsky résidait dans sa façon de concevoir la « permanence » de la révolution. S'il était juste d'attribuer au prolétariat le rôle dirigeant même dans la révolution bourgeoise, il était faux d'en conclure que cette prédominance politique lui permettrait de passer directement au socialisme. En fait le Trotsky de 1905 commettait une erreur analogue à celle des menchéviks, celle qui consistait à poser les questions de la révolution russe en termes nationaux. La Russie n'est pas mûre pour le socialisme, disaient les uns, donc le prolétariat doit laisser la direction de la révolution et le pouvoir à la bourgeoisie. La bourgeoisie russe est incapable de mener sa propre révolution, répondait l'autre, c'est le prolétariat qui doit la conduire et lorsqu'il sera au pouvoir il ne s'autolimitera pas à des mesures bourgeoises, mais passera au socialisme.

Les bolchéviks, par contre, envisageaient l'intervention du prolétariat dans la révolution russe comme un moment de sa lutte internationale, tout comme Marx et Engels l'avaient fait en Allemagne en 1848. C'est dans ce sens, et non dans celui d'un passage immédiat au socialisme, qu'ils parlaient de « permanence » de la révolution : « Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente jusqu'à ce que le prolétariat se soit emparé du pouvoir dans les pays déterminants à l'échelle mondiale », écrivait Marx dans l'Adresse de 1850.

En Allemagne à cette époque, comme en Russie en 1917, la révolution devait encore débayer les formes précapitalistes et ne pouvait d'emblée passer au socialisme. Son objectif essentiel était le renforcement de la lutte et la victoire du prolétariat dans les pays plus avancés. Tout comme Marx et Engels, Lénine insiste sur la différence entre les objectifs locaux immédiats et les objectifs internationaux et généraux. En même temps qu'il rappelle que : « le contenu social [notez bien : le contenu social] de la prochaine révolution en Russie ne peut être que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », il affirme avec force que : « le prolétariat de Russie a pour devoir de mener à son terme la révolution démocratique bourgeoise en Russie afin [notez bien : afin] d'allumer la révolution socialiste en Europe », (Quelques Thèses, oct. 1915, Œuvres, tome 21, p. 416).

Nous ne pouvons citer ici que quelques-uns des nombreux passages (il y en a des dizaines) où Lénine insiste sur le caractère « modeste » et non-socialiste des objectifs immédiats en Russie. A la VII^e Conférence du parti à Petrograd en mai 1917, il déclare : « Nous ne pouvons pas être partisans

« d'introduire » le socialisme, ce serait la pire des absurdités. Nous devons préconiser [n.b. : préconiser] le socialisme ». Voilà de quoi faire dresser les cheveux sur la tête à tous les immédiatistes : un dirigeant du prolétariat qui prône la prise du pouvoir mais pas pour « introduire » le socialisme ! Mais alors, demandent-ils, pourquoi donc prendre le pouvoir ? Lénine répond : « Les Soviets des députés ouvriers et paysans doivent prendre le pouvoir, mais non pour créer une république bourgeoise du type habituel, ou pour passer directement au socialisme. C'est impossible. Alors, pourquoi faire ? Ils doivent s'emparer du pouvoir pour pouvoir prendre les premières mesures pratiques que l'on peut et que l'on doit effectuer et qui tendent à préparer [n.b. : préparer] ce passage » (Œuvres, tome 24, p. 240). Cette préparation n'est d'ailleurs pas un problème local mais international, comme Lénine le souligne dans sa Lettre d'adieu aux ouvriers suisses (1917) : « Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais

il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les meilleures conditions pour la révolution socialiste et la commença en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention dans les batailles décisives de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain » (Œuvres, tome 23, p. 401 ; souligné par Lénine).

Des années durant, avant, pendant et après la révolution, les bolchéviks ont ainsi répété qu'il était impossible de passer au socialisme dans la seule Russie. Mais alors, demandent d'une seule voix menchéviks, anarchistes, staliniens, etc., si on ne pouvait pas faire le socialisme en Russie, fallait-il prendre le pouvoir ? Et en quoi la révolution d'Octobre mérite-t-elle la qualification de « socialiste » ? Notre réponse est simple : le caractère socialiste d'Octobre ne doit pas être cherché dans le domaine économique et social, mais dans le domaine politique. D'une façon générale, et pas seulement en Russie, la distinction entre ces deux niveaux est assez importante pour qu'on s'y arrête.

Politique et économie

Le marxisme a montré que la base de tous les rapports sociaux est constituée par les rapports de production et que l'Etat, instrument de domination d'une classe sur les autres, se trouve en général entre les mains de la classe qui détient aussi le pouvoir économique. Mais c'est une déformation mécaniste et antidialectique de cette explication que de représenter l'Etat comme un simple « reflet » ou une « superstructure » des rapports économiques, d'imaginer en quelque sorte que l'Etat prolétarien ou socialiste doit être fondé sur une économie socialiste, comme l'Etat bourgeois qui a pour base l'économie capitaliste. Un tel schéma escamote tout simplement la question de la transition du capitalisme au socialisme et supprime la thèse centrale du marxisme, la dictature du prolétariat.

Pour s'émanciper, et émanciper l'humanité toute entière, le prolétariat doit détruire les rapports capitalistes de production. Pour cela, il doit commencer par détruire l'appareil de domination et de coercition qui défend et protège ces rapports de production, l'Etat bourgeois. Mais cela ne suffit pas. Car si cette révolution politique, la destruction de l'Etat capitaliste, peut être réalisée en un laps de temps très court, l'élimination des rapports de production capitalistes demandera une longue période. En effet, il ne s'agit pas seulement « d'expropriation des expropriateurs ». Il s'agit d'éliminer effectivement tous les obstacles (rapports mercantiles, circulation marchande, salariat, circulation du capital et ses lois) qui empêchent la société dans son ensemble de disposer immédiatement des forces productives, des producteurs et des produits du travail social. Il s'agit de briser l'autonomie des entreprises et leur mode de communiquer par l'échange, d'abolir non seulement l'argent mais toute comptabilité en valeur, d'effacer jusqu'à la notion de « rendement en valeur », pour arriver à centraliser et à planifier toute l'activité humaine uniquement en fonction de l'utilité sociale. Cela demandera des dizaines et même des centaines d'années.

Durant cette période de transition du capitalisme au communisme « l'organisation politique de la société ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat », dit Marx dans la Critique du programme de Gotha. Pourquoi ? Précisément parce que cette période ne connaît pas de rapports économiques stables et cohérents, mais qu'elle est caractérisée par une économie « contradictoire » comme dit le Manifeste, une économie où des lois opposées jouent en même temps, et qui ne tient que par sa tendance dynamique. Parce que dans cette période les rapports capitalistes restent partiellement en vigueur, tendant à se généraliser, faisant renaître ou gonflant des forces sociales qui identifient leurs intérêts à ces mécanismes économiques. Parce que le prolétariat s'est érigé en classe dominante la société, mais que les lois du capital continuent à régir en partie l'économie et qu'il faut tous les jours « intervenir despotiquement » pour restreindre leur champ d'action et briser les tendances sociales que leur jeu suscite.

Si le prolétariat a besoin d'un pouvoir d'Etat, c'est justement parce que et dans la mesure où l'économie n'est pas encore socialiste. A mesure que les rapports de production seront débarrassés des déterminations capitalistes et les vieilles habitudes sociales modifiées, à mesure que la division la nécessité de la contrainte sociale tendra à s'effacer elle aussi, l'Etat s'estompera. Tant qu'il existe, le pouvoir prolétarien ne repose

donc nullement sur une économie qui lui serait propre, il n'a pas de base « économique », puisqu'il tend à bouleverser l'économie. C'est bien pourquoi il doit être révolutionnaire, reposer sur la force et la terre.

Il est certain que la position d'un Etat prolétarien sera d'autant plus assurée qu'il pourra plus rapidement attaquer les rapports capitalistes, « déracinant » ainsi les forces sociales qui s'opposent à lui. Mais il ne faut pas oublier que le passage au socialisme au sens complet n'est concevable qu'à l'échelle mondiale. Cela ne signifie nullement que la dictature prolétarienne limitée à un moment à une partie du monde ne puisse pas y introduire des mesures socialistes, bien au contraire. Mais cela signifie que la lutte du prolétariat est une lutte internationale, et que la véritable « prise du pouvoir » est celle qui lui assure le pouvoir dans les pays déterminants du monde.

Par rapport à cet objectif central et primordial de la lutte de classe, même des épisodes aussi grandioses que la conquête du pouvoir dans un pays ou dans un continent font figure de lutttes partielles, de victoires partielles qui peuvent toujours être remises en question. La lutte pour de tels objectifs, pour importants qu'ils soient, ne doit jamais être considérée comme une fin en soi. L'acquis réel de telles victoires, aussi formidables soient-elles, est celui de toute lutte partielle : l'organisation croissante du prolétariat pour la lutte révolutionnaire, le renforcement de la lutte pour l'objectif général. C'est pourquoi, même dans un pays capitaliste mûr, le passage à des formes plus ou moins socialistes dans l'économie restera subordonné à la lutte internationale pour le pouvoir ; il ne devra jamais gêner cette lutte, mais la servir. Tant que le prolétariat n'a conquis le pouvoir que dans un pays ou groupe de pays, il ne cherche pas à en faire un « paradis socialiste », mais bien un bastion de la révolution mondiale. (à suivre)

Presse internationale

AU SOMMAIRE DU N° 4 (janvier 1977) de

EL COMUNISTA

(suplemento a

EL PROGRAMA COMUNISTA)

- ¡Contra la democracia y el pacto social!
- ¡Más tacto, Señores, más tacto!
- Su abstención y la nuestra
- La reforma sindical
- Italia: el proletariado, reo confeso

A NOS LECTEURS SUISSES

Lisez et diffusez le
Supplément au « Prolétaire »
pour la Suisse

- au sommaire du N° 7 (décembre 76)
- Du Liban et de l'Afrique du Sud à l'Europe : Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne.
 - A propos des 40 heures : la lutte contre le capital pour :
 - la réduction du temps de travail,
 - l'augmentation du salaire de base, doit redevenir quotidienne.
 - Dubled : une base combative battue par la coalition Syndicat-Etat.

Premiers pas du capitalisme chinois

(suite de la page 1)

résultats positifs dans l'agriculture a mené à la crise de 1959-1961.

Il faut remarquer que l'industrialisation préconisée par le plan était basée surtout sur le mot d'ordre « faites vous-mêmes vos machines », c'est-à-dire sur la constitution massive de petites entreprises presque artisanales auprès des communes agricoles dans le but de construire de petits équipements de première nécessité directement à la source. L'autre facteur de l'industrialisation était l'« aide désintéressée » de la Russie : mais l'afflux massif de capitaux et équipements russes aurait signifié une lourde tutelle, intolérable pour le jeune nationalisme chinois.

L'erreur de fondre l'acier et de distiller le pétrole « dans la cour » en confiant la sidérurgie et la pétrochimie aux entreprises artisanales a amené à la crise totale. A ce fait vint s'ajouter, en 1960, la suppression de l'« aide » russe, qui a montré alors combien elle était désintéressée : Moscou bloqua les emprunts et rappela ses techniciens, qui emportèrent avec eux les plans et les projets des usines implantées ou en construction. Résultat : 179 projets industriels en cours furent suspendus et plusieurs usines fermèrent leurs portes faute de techniciens. La Chine fut contrainte à l'autarcie.

Le 2 août 1960 le « Renmin Ribao » publia un éditorial intitulé « Le développement de l'économie doit être basé sur l'agriculture » où l'on proclamait : « Nous devons réussir à intensifier la production industrielle sans augmenter la main-d'œuvre qui y travaille. L'économie des communes ne doit pas absorber plus de 5 % des travailleurs agricoles et, à la haute saison, les entreprises des communes devront transférer le plus possible de main-d'œuvre au travail des champs ». Le pré-capitalisme mourant demandait sa part de sueur prolétarienne, en plus de celle des petits paysans.

En 1961 on élargit graduellement le marché libre dans les campagnes : la loi de la valeur prend alors sa revanche. Non seulement on ne put pas faire face au marché noir, mais on le toléra : l'huile qui coûtait 0,61 yuan le catty valait au marché noir 30 yuan ; le riz coûtait à Nankin le triple de son prix officiel. C'est de ce moment-là que datent la restauration des lopins individuels, la revalorisation de la famille comme principale unité économique dans les communes et l'introduction de la « responsabilité unique » dans la réalisation des profits et des quotas de production des usines rattachées aux communes. C'est la période des « quatre libertés » : celle de demander des intérêts, d'exploiter du travail salarié, d'acheter et de vendre la terre, de constituer des entreprises privées.

En 1962, dans le Yunnan, la terre cultivée de façon privée représentait 50 % du sol disponible et le chiffre était encore plus élevé pour les récoltes. Le 16 avril de cette

même année Chou En-laï énonça au Congrès National du Peuple le « programme en 10 points » qui prévoyait qu'il faudrait « continuer à réduire la construction (sic) de capital et à employer les matériaux, les outils et la main-d'œuvre là où le besoin est le plus urgent (point 3) [...], réduire la population urbaine et le nombre d'ouvriers et de fonctionnaires dans la proportion nécessaire, en convaincant de retourner à la production agricole ceux qui proviennent des zones rurales (point 4) ». L'économie chinoise dut se plier aux forces matérielles qui imposaient, de la campagne, leur dictature.

Depuis ces années, il n'est plus publié de données sur l'économie chinoise. Probablement, il y a eu une période d'environ cinq ans pendant laquelle les rapports de production ont manifesté assez librement leur nature capitaliste, et où l'influence de Mao et des cadres militaires qui l'entouraient a été éclipsée par celle de Liu Chaohi et de Teng Hsiao-ping. Nous ne pouvons analyser ici les luttes politiques qui ont opposé les différentes tendances au sein de l'Etat et du parti chinois, mais il est intéressant de remarquer d'après ce que nous venons d'exposer, que ce n'est pas — comme le prétendent les idéologues chinois et les maoïstes du monde entier — l'orientation économique chinoise qui change selon l'alternance des campagnes politiques, mais au contraire les campagnes politiques, les « lignes » qui se succèdent, qui s'insèrent dans les processus économiques engagés en

dehors de la conscience et de la volonté des chefs politiques chinois de tout bord.

Si nous disposions de données plus substantielles, nous aurions pu démontrer qu'une fois abandonné en 1956 le modèle russe, la théorisation de la décentralisation et sa réalisation ont amené la renaissance du régionalisme qui a caractérisé la Chine pendant des millénaires — et qui était une des plaies que la révolution devait extirper —, et donc la reprise de la lutte politique pour le combattre.

Une véritable autarcie régionale ne peut pas ne pas avoir, dans un pays comme la Chine, de répercussions sur la superstructure. D'où cette véritable guerre civile que fut la « révolution culturelle », qui aurait eu raison, d'après les paroles de ses principaux artisans (qui aujourd'hui tombent à leur tour en disgrâce), de la « ligne capitaliste ». Mais la réalité se moque de l'idée que s'en font les agents inconscients de l'histoire : c'est précisément après « la défaite de la ligne capitaliste » que la Chine fit le saut décisif vers le capitalisme en mettant un point final à l'accumulation sur des bases étroitement agricoles, en s'ouvrant à la technologie occidentale et en adoptant le système des crédits internationaux.

C'est sans doute ce fait matériel qui, déchaînant encore une fois l'armée paysanne par tout le pays, a permis une authentique centralisation de l'Etat national dans le sens du capitalisme moderne, comme la partie juridique de la Constitution de 1975 le laisse apparaître.

Autonomie... dépendante

Le début des années 70 marque un tournant capital pour l'économie chinoise : l'autosuffisance alimentaire est annoncée en 1971. La condition élémentaire de l'industrialisation du pays était remplie. Mais la Chine reste encore un pays essentiellement agricole ; de ce fait, le développement industriel est fonction des besoins du développement de l'agriculture.

Malgré l'autosuffisance alimentaire proclamée, la Chine dépend encore largement du marché mondial pour satisfaire ses besoins en produits agricoles : elle importe traditionnellement du blé, du sucre, du coton, des huiles végétales, ces produits représentant la partie la plus importante des importations chinoises. Même en 1974, quand la Chine a importé des équipements et des produits industriels dans une mesure beaucoup plus grande que d'habitude (1,3 milliard de dollars, dont 450 millions correspondant au gigantesque complexe sidérurgique de Wuhan qui produira, en 1977, trois millions de tonnes de produits finis en acier), les importations agricoles restaient les plus importantes en valeur : 1,6 milliard de dollars, soit 55 % des importations globales. On est donc loin de « marcher sur ses propres jambes », comme le prétendait feu le président Mao !

D'autre part la productivité agricole reste encore très basse, son augmentation étant la condition sine qua non de l'industrialisation, et ce pour une triple raison : elle permettra de fournir plus de capitaux, de nourrir les villes et de libérer de la force de travail pour l'industrie. Ce sont donc les industries permettant une telle augmentation qui sont encouragées : la pétrochimie (pour les engrais) et les machines agricoles, cette dernière entraînant à son tour le développement de la sidérurgie. Or la Chine agraire ne pourrait jamais promouvoir « en comptant sur ses propres forces » cette industrialisation à court terme : force lui est donc de recourir aux capitaux et à la technologie étrangers.

A court terme, avons-nous souligné, car les semences, les engrais, les machines agricoles rudimentaires traditionnellement employés ne suffisaient plus pour assurer les niveaux de production atteints vers la fin des années 60. L'agriculture chinoise entrait de nouveau dans une crise profonde qui posait le terrible dilemme : se renouveler, ou mourir ; et dans les deux cas à court terme. Il est évident que seules les importations pourraient sortir la jeune Chine de l'impasse.

(à suivre)

L'« Humanité » et l'Argentine

Le Monde vient de reconnaître qu'en Argentine la répression blanche est « pire qu'au Chili ».

Simultanément, L'Humanité déclare le 7-1 que « les communistes argentins — au contraire des divers groupes gauchistes qui ne voient dans les forces armées qu'un bloc homogène, fasciste une fois pour toutes, et agissent en conséquence comme si le fascisme était déjà au pouvoir — tiennent que chez les militaires existent trois courants principaux. L'un fasciste ou « pinochetiste » [est] minoritaire mais audacieux (...). Le second, libéral et incontestablement le plus nombreux, est celui du général Jorge Rafael Videla, chef de l'Etat, et de ses collaborateurs immédiats (...). Le troisième, nationaliste de teintes anti-impérialistes, est encore faible ». C'est ainsi que pour les staliniens argentins, qui « pensent qu'une révolution ne saurait vaincre sans le soutien d'une partie [de la hiérarchie des officiers] des forces armées », « l'ennemi principal actuel est [tenez vous bien !] la tendance « pinochetiste » et « pro-impérialiste », et en conséquence ils proposent « un programme [...] tenant compte de la nécessité d'une alliance formelle avec les militaires libéraux, progressistes et nationaux » !

L'Humanité salue cette politique de recherche d'une alliance avec les militaires « libéraux », dont le régime est « pire qu'au Chili », au nom — cela va de soi — de la lutte contre... le fascisme, et s'attaque « au tout ou rien stupide et en l'occurrence criminel des aventuristes ».

Que ne ferait-elle pas pour la défense de l'Ordre établi ?

Interdiction de l'OCA

(suite de la page 2)

oblige ! — est toujours valable aujourd'hui, ce qui devrait suffire pour montrer ce qui reste à défendre dans la démocratie...

Naturellement, les crimes que l'impérialisme français commet contre le mouvement anti-impérialiste dans les colonies et les semi-colonies d'Afrique ont été couverts, depuis l'appel au meurtre contre l'Etoile Nord-africaine, non seulement par le PS mais aussi par le PC, quand ces partis ne se sont pas faits les artisans directs de la répression. Il est donc inutile de dire quel est l'appui que ces partis peuvent accorder aux militants frappés auxquels les prolétaires doivent une solidarité inconditionnelle, quelles que soient les réserves qu'ils aient à apporter aux positions politiques des partis qui s'opposent à l'impérialisme français.

Les anti-impérialistes africains comme les prolétaires révolutionnaires de la métropole n'ont aucune pitié à attendre de l'Etat français, leur ennemi commun, aucun appui à attendre des forces de la démocratie et de l'opportunisme, qui sont liées à lui. Ils n'ont de force que dans leur lutte commune contre lui.

presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 23 (23 décembre 1976) de

il programma comunista

- La violenza individuale è un sintomo, non il mezzo risolutivo della crisi dell'ordine borghese
- Il P.C.I.: Partito del « Socialismo conservatore o borghese »
- Un salario sempre più magro grazie alla complicità dell'opportunismo
- La crisi dei gruppi ex-extraparlamentari
- Le rivendicazioni « transitorie » nel quadro della tattica comunista (I)
- La teoria della volatilizzazione della lotta di classe
- L'incubo del « made in Japan »
- Il colcos, pilastro di conservazione in Russia
- Lotte operaie e nostri interventi
- Ferrovieri: riprendere la lotta su base più salda
- I fatti del 7 dicembre a Milano.

Lisez et diffusez

EL PROGRAMA COMUNISTA

Misère à la brésilienne

Selon le Ministre de la Prévoyance Sociale, le quart de la population du Brésil (plus de 25 millions de personnes) « se trouve dans un état de pauvreté extrême caractérisée par des carences totales en alimentation, habitation, vêtements et conditions d'hygiène ». Un des indices de cette misère est la mortalité infantile, qui ne cesse d'augmenter et qui est due, comme le dit sans ambages le Ministère de la Santé, au manque de « nourriture, d'argent et d'hygiène ». Selon ce Ministère, le taux national moyen de mortalité infantile est de 108,7 ‰, mais ce chiffre, déjà énorme, est encore loin de refléter la profondeur de la misère des grandes masses brésiliennes car il est calculé en tenant compte aussi des grands centres urbains, Rio et Sao Paulo (qui avec leurs alentours comprennent plus de 20 % de la population brésilienne totale), où les conditions sont un peu moins misérables. Nous ne connaissons pas de données excluant Rio et Sao Paulo mais le chiffre calculé pour Recife — quatrième ville du pays (1 300 000 habitants) et troisième port brésilien —, permet d'imaginer la terrible situation des masses vivant en dehors de ces deux grands pôles urbains. En effet, le taux de mortalité infantile à Recife — 256,4 ‰ — est déjà deux fois et demi plus élevé que la moyenne nationale. C'est-à-dire qu'un enfant sur quatre meurt de faim avant la fin de sa première

année de vie ! (les statistiques officielles ne parlent pas du nombre énorme d'enfants qui dépassent le seuil de la première année mais qui meurent après : le chiffre de la mortalité serait alors trop impressionnant).

Mais il n'y a pas que les enfants qui souffrent de la faim. Toujours selon les coupures de presse publiées par *Conjuntura Brasileira* (sept.-oct. 1976), une enquête menée dans ce fleuron du capitalisme national qu'est le chantier naval Maua, de Rio, a montré le rapport entre la malnutrition des ouvriers et les accidents du travail. C'est ainsi qu'en étudiant le cas d'ouvriers ayant eu plus de trois accidents on a trouvé que les symptômes présentés avant l'accident étaient identiques dans tous les cas : vertiges, nausées, difficultés de vision et d'équilibre. L'enquête a pu déterminer les deux séries de facteurs responsables des accidents : d'une part, « la carence en vitamine A — qui provoque des troubles de la vue — et en protéines animales » (autre-ment dit le manque de viande dont le prix est inabordable pour l'ouvrier) ; d'autre part, « les maladies résultant, dans la plupart des cas, de problèmes de nutrition, comme l'hypercholestérolémie, l'hypertension, l'anémie, la parasitose, la gastro-entérite » qui sont « simplement » dues au fait que tous les ouvriers interrogés ne prennent qu'un seul repas par jour, celui qui est servi par l'en-

treprise... Inutile d'ajouter que tout cela n'est pas propre à cette seule entreprise : il s'agit en fait d'un échantillon des conditions de détresse de l'ensemble de la classe ouvrière brésilienne.

Ce n'est donc pas par amour de la métaphore que nous pouvons dire que c'est la faim des prolétaires et des grandes masses de sans-réserves brésiliens qui, en permettant la réalisation de surprofits fabuleux sur des salaires de misère, aiguise l'appétit pantagruélique des vautours impérialistes, dont le Brésil est la semi-colonie.

Correspondance pour la Suisse
B.P. 85 Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 6 février de 10 à 12 heures, local de l'A.S.B.L. Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, 9 février, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Lille : les dimanches 16 et 30 janvier, et 13 février, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : le samedi 5 février, et en général le 1^{er} samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 15 janvier et 6 et 19 février, ainsi qu'en général tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».